



DECLARATION FSU

CAEN – 13 février 2024

Après un mois de déclarations dénigrantes et polémiques contre le Service Public de l'Education , un mois perdu pour l'Education Nationale, une nouvelle ministre a en charge notre institution, le devenir des personnels et des élèves de ce pays à un moment critique , aboutissement d'une succession de crises (sanitaire et du recrutement entre autres) et de politiques de baisse des moyens , d'offre de formations ,de pressions sur les personnels et de choix idéologiques réactionnaires. La FSU attend de la nouvelle ministre des réponses et des actes à la hauteur des attentes des personnels et des besoins des élèves.

Personnels et élèves ont en effet plus que jamais besoin d'une Ecole Publique, émancipatrice , porteuse d'espoir , de progrès ,d'ouverture vers le monde , vers les autres , de hauts niveaux de qualification... d'autant plus que les générations actuelles ont déjà eu à subir les dommages collatéraux de la crise sanitaire. Elles n'ont pas besoin d'uniformes et de SNU qui leur renvoient le message qu'il faudrait les mettre au pas....Elles aspirent à échapper au déterminisme social le plus réactionnaire qui soit que pourtant les groupes de niveaux prévus au collège vont renforcer. A la FSU , nous avons d'autres ambitions pour les enfants et adolescents de ce pays.C'est pourquoi , nous demandons à la nouvelle ministre d'abandonner les mesures "choc des savoirs". Nous avons également d'autres ambitions pour résoudre la crise du recrutement, : une augmentation significative des salaires et de meilleures conditions d'enseignement.

Les conditions de préparation de rentrée ne vont malheureusement pas cette année encore dans ce sens. Les effectifs par classe,-faut-il le rappeler?-sont dans notre pays les plus élevés de l'Union Européenne tant dans le 1er degré avec 22 élèves en moyenne contre 19 au niveau européen qu'en collège avec 26 élèves en moyenne contre seulement 21 en Europe.

Si ces dernières années, le choix avait été fait de préserver relativement le 1er degré , avec notamment des dédoublements en Éducation Prioritaire, l'idéologie comptable ainsi que les préjugés idéologiques dictent désormais leur loi. L'académie compte en effet le plus grand nombre d'emplois supprimés dans les écoles au niveau national avec une saignée de 219 emplois pour nos deux départements. Certes les prévisions démographiques prévoient une baisse de l'ordre de 2%, mais celles des inégalités sociales et scolaires, elles, sont bien à la hausse: notre académie compte en effet désormais aussi des enfants à la rue ...

Des fermetures de classes et une augmentation des effectifs, y compris en Education Prioritaire sont prévues. Et que dire des conditions du remplacement qui risquent encore de se dégrader ?Près de 230 classes l'an dernier sans remplaçant.e chaque jour dans notre académie.

Que dire des Rased qui n'en finissent pas d'agoniser ? Des élèves en situation de handicap "sans solution" ou avec une prise en charge insuffisante? Un seul exemple: dans le Pas-de-Calais , 1747 élèves notifiés ULIS sont en attente d'une place....

Dans le 2nd degré, Lille perd encore 104 emplois , soit 1204 depuis 7 ans. Les termes ne sont donc pas seulement comptables ,ils obéissent à un "Choc des Savoirs" , violent et injuste pour les élèves, notamment les plus fragiles-avec en outre un risque de stigmatisation, source de potentiel harcèlement- puisqu'il fait le choix de renoncer à une Education émancipatrice pour toutes et tous , de réduire encore et toujours l'offre de formation en collège et en lycée (suppression définitive de la technologie en 6ème, réduction du choix des langues vivantes, réduction des enseignements de spécialité, réduction d'1/3 de l'offre de formation en lycée professionnel, fermetures de sections de BTS ...)d'augmenter encore les effectifs par classe y compris et surtout en Education Prioritaire, dont 1 élève sur 3 relève dans le Nord/Pas-de-Calais,et de mettre en place un tri social dès la 6ème via la mise en place de groupes de niveaux au sujet desquels toute la recherche montre non seulement l'inefficacité mais aussi les effets désastreux pour tous les élèves.

En LP , la publication des textes au Journal Officiel du 3 février 2024, modifiant les grilles horaires du bac professionnel, acte le sacrifice de l'année de terminale en avançant les épreuves en mai et en diminuant le temps d'école par l'augmentation du temps en entreprise. Cette circulaire officialise également une nouvelle baisse horaire de formation sur les 3 années de 170 heures qui s'ajoute à la perte de 338 heures initiée par la réforme de 2019. Cette publication intervient alors que les personnels des lycées professionnels se sont fortement mobilisés depuis plus d'un an contre cette réforme. La contestation reste toujours aussi vive dans les établissements. Une telle obstination du ministère ne peut que renforcer la volonté des PLP de combattre cette réforme pied à pied, et dans la durée.

Rappelons également qu'elle a reçu un avis massif défavorable au Conseil supérieur de l'Éducation, avec, fait inédit dans cette instance, aucun vote favorable. Contre la profession et contre la démocratie interne du ministère, le ministère a validé un arrêté actant un renoncement scolaire pour les élèves de bac pro, majoritairement issus de milieux populaires. Cet arrêté supprime l'équivalent de 6 semaines de cours qui s'ajoutent aux 11 semaines déjà supprimées en 2019 avec la réforme Blanquer.

Sur le contenu et sur la méthode, les personnels vivent cette publication comme une nouvelle provocation et un mépris inégalé vis à vis de leur engagement sans faille au service des jeunes et du service public d'éducation. Le lycée professionnel est sacrifié. En poursuivant ce sabotage, le ministère est comptable de la dégradation des conditions de travail des personnels et d'une mise en danger avérée de l'avenir des élèves des milieux populaires, aggravant ainsi la crise traversée par l'École publique et ses personnels. La FSU demande à la nouvelle ministre qu'elle abroge la réforme des lycées professionnels et, que la voie professionnelle publique et laïque sorte du joug du ministère du travail et retrouve sa place pleine et entière dans l'Éducation nationale.

La FSU jugera la ministre sur ses actes et lui demande de respecter la démocratie et d'écouter les personnels qui exigent le retrait de cette réforme.

Enfin la FSU salue aussi le « courage » de C. Grandjean qui, après avoir scrupuleusement organisé le démantèlement de la formation de la Voie Professionnelle, mis en péril l'avenir des jeunes et dégradé les conditions de travail de tous les personnels, n'assumera pas le service après-vente » de sa réforme , explosif pour les LP. En ce qui concerne la carte des formations professionnelles des lycées sous statut scolaire pour la rentrée de septembre 2024 , elle s'inscrit pleinement dans les orientations gouvernementales : instrumentalisation des lycées professionnels, dogme du 100 % d'insertion professionnelle, renoncement à l'ambition d'accès à la qualification pour une partie croissante de la jeunesse la plus en difficulté, vision à court terme adéquation formation/emploi par réorientation des flux d'élèves, développement de l'apprentissage et des formations privées au détriment du Service Public. Ajoutons au tableau de la rentrée 2024, la suppression de 2 emplois de CPE alors que les vies scolaires explosent et que pourtant la lutte contre le harcèlement est une priorité affichée. Aucune création d'emplois de psyEN non plus , ni de personnels infirmiers ou sociaux alors que les besoins sont criants : explosion du mal être chez les élèves , explosion de la pauvreté , multiplication des missions ,secteurs alourdis, non reconnaissance de la profession, les collègues en épuisement professionnel non remplacé.e.s, les temps partiels refusés ou non compensés... Pour les personnels administratifs, le ministère s'acharne sur une académie saignée depuis plusieurs années. Ce sont à nouveau 6 emplois dans les services qui sont rayés et qui s'ajoutent aux 168 suppressions depuis 2013 (et 3 suppressions dans les services de la Région Académique). Autant d'atteintes à la qualité du service public. Autant de conditions de travail encore dégradées.

Pour la FSU, c'est tout le contraire qu'il faudrait pour assurer démocratisation , cohésion sociale , en bref conforter l'idéal républicain: profiter de la baisse démographique pour améliorer les conditions d'enseignement, développer l'offre de formation , conforter les équipes pluri-professionnelles, donner les moyens nécessaires à l'inclusion, développer la formation continue des personnels , stopper la frénésie de réformes plus destructrices les unes que les autres...Bref donner du temps et des moyens. Faire confiance aussi aux personnels , à leur engagement et à leur professionnalité.